

Projet de délibération – Conseil d'administration – Séance du 28 avril 2017

Point XI – Requalification d'un véhicule de fonction en véhicule de service

Fondements juridiques :

- Article L712-2 et L712-3 du code de l'éducation ;
- Circulaire n°57/SG du 16 février 2015 relative à la mutualisation et à l'optimisation de la gestion du parc automobile de l'Etat et des opérateurs.

Contexte :

En date du 23 décembre 2015, la Présidence de l'Université Lumière Lyon 2 a souhaité acquérir un nouveau véhicule de type Peugeot 308 Business Active 1,2 L – 5CV - 110 CH, via l'UGAP (pour un montant de 13 291,00 € HT).

Ce véhicule, conforme à la grille d'attribution fixée par la circulaire n°57/SG du 16 février 2015 relative à la mutualisation et à l'optimisation de la gestion du parc automobile de l'Etat et des opérateurs, est directement rattaché à la fonction de Président(e) de l'Université.

Madame DOMPNIER souhaite que ce véhicule ne lui soit plus affecté individuellement afin qu'il puisse répondre aux besoins des autres agents de l'établissement (mise à disposition partagée du véhicule / véhicule de service).

En effet, la Présidente de l'Université Lumière Lyon 2 utilise d'autres types de transports pour ses déplacements tant professionnels que personnels. Il en résulte l'inutilisation de ce véhicule en tant que véhicule de fonction depuis son élection.

En l'espèce, si cette modification sur un véhicule de type M1 « *Compactes* » / M2 « *Familiales* » n'est pas strictement conforme aux standards définis par la circulaire n°57/SG du 16 février 2015 relative à la mutualisation et à l'optimisation de la gestion du parc automobile de l'Etat et des opérateurs (le véhicule de service doit appartenir au segment B2 « *citadines / polyvalentes* » de type : Peugeot 208, Ford Fiesta, etc.), il n'en demeure pas moins qu'elle constitue une solution avantageuse pour l'établissement.

En effet, la DIRLOG a besoin de remplacer certains véhicules de service qui composent sa flotte auto et la revente du véhicule Peugeot 308, suivi de l'achat d'un véhicule de type B2, n'apparaît pas opportun sur le plan économique.

Ce changement d'affectation nécessite que le Conseil d'administration approuve la requalification du véhicule de fonction en véhicule de service.